

# Clima-Med

Acting for Climate in  
South Mediterranean



Funded by  
the European Union

## ***Les PAAEDCs et l'EE dans les bâtiments pour les autorités locales***

*Amel Makhlouf - Key Expert Clima-Med*

*meetMED Training course, Tunis 24/28 février 2020*

[www.climamed.eu](http://www.climamed.eu)



A project implemented by Human  
Dynamics Consortium

*EE&EnR dans les bâtiments - secteur  
identifié comme prioritaire dans les  
PAAEDCs pour les autorités locales*

# *Clima-Med en 3 composantes: pour répondre aux besoins et défis*

## *WP1. Amélioration de la gouvernance du changement climatique et intégration de l'action en faveur du climat*

- Développer la capacité de coordination en matière de climat : **Groupes nationaux de coordination (GNC)**
- Intégrer les actions climatiques (NDC, PAN, MRV..) dans les stratégies et politiques nationales : **Stratégies nationales de coordination pour l'action climat (SCA)**
- Promouvoir la **sensibilisation et le dialogue entre les parties prenantes** dans les stratégies et politiques nationales

## ***WP 2: Développer des actions locales durables (PAAEDCs)***

- Aider les autorités locales dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des PAAEDCs
- Fournir un service d'assistance et de développement à travers la CoM-Med ; mettre en place des mécanismes de soutien aux PAAEDCs
- Communication et sensibilisation intégrée dans les actions locales

## ***WP 3: Formuler des propositions de financement solides et les mettre en relation avec des bailleurs***

- Amélioration de l'accès au financement : Stratégie et mécanismes de financement pour l'action climat
- Mettre en place des projets pilotes reproductibles pour le financement et soutenir leur mise en œuvre
- Stimuler les partenariats public-privé innovants

## *Les défis : Les autorités locales sont confrontées aux effets de l'urbanisation croissante et du changement climatique*

La Méditerranée est l'une des régions les plus affectées par les effets du changement climatique mais aussi les plus urbanisées du monde, 60 % de la population totale vivent dans les villes, avec une augmentation de 45 % des populations urbaines prévue d'ici 2030.

**Le secteur des bâtiments écologiques à EE** a été identifié dans les PAAEDCs comme une priorité commune aux 7 pays bénéficiaires de Clima-Med. Cependant:

- Les modèles de gouvernance des autorités locales et leurs ressources techniques et financières restent encore très insuffisantes en faveur d'une EE pour les bâtiments
- La part des collectivités locales dans les dépenses publiques est limitée : alors qu'elle représente 20 % du PIB dans les pays de l'OCDE, elle n'atteint en moyenne qu'environ 5 % du PIB dans les pays méditerranéens
- Les revenus financiers sont limités pour les collectivités locales de la région : environ 100 euros par habitant et par an, par rapport au niveau en France ou en Allemagne - qui est supérieur à 1000 euros.

*Les défis : Les autorités locales ont une capacité très limitée pour mener et financer des actions d'EE pour le bâtiment - perçu comme un luxe alors que c'est une priorité immédiate*

- La faiblesse des ressources institutionnelles, financières et humaines limite la capacité des autorités locales à planifier et à entreprendre des actions d'EE pour les bâtiments qui pourtant répondent à des besoins immédiats pour une gestion urbaine faisant face aux effets climatiques
- Dans la plupart des pays, les autorités locales n'ont pas l'autonomie juridique nécessaire pour travailler avec les banques commerciales nationales, les institutions financières internationales ou les organismes de financement.
- Les politiques et les cadres nationaux adéquats pour soutenir les AL font défaut ou ne sont pas mis en œuvre.



- L'accès aux fonds nationaux et internationaux est difficile, associé à une surestimation des subventions disponibles et à un manque de capacité de collecte de fonds.
- L'incapacité à impliquer le secteur privé
- Le Manque de ressources humaines - principalement des fonctionnaires de niveau intermédiaire avec le personnel technique - pour planifier et mettre en œuvre des stratégies et programmes d'EE pour les bâtiments

# *Besoin: Consolider les institutions nationales et soutenir la réforme du financement de l'EE pour le bâtiments au profit des autorités locales*

- Assurer un engagement politique pour consolider la décentralisation et faciliter un financement local idéalement indépendant pour l'EE dans les bâtiments
- Améliorer la coordination et la complémentarité des actions d'assistance technique, en s'attachant en priorité à faciliter un financement créatif ;
- renforcer la capacité des acteurs nationaux à canaliser les financements et à bien orienter l'assistance
- Le soutien international devrait mettre l'accent sur le fait que ces actions doivent être le fer de lance d'un changement durable ancré dans les systèmes institutionnalisés et garantir que ce changement est bien réel

- Il convient d'éviter les risques de créer un système de dépendance à l'égard de l'aide, des subventions et des financements internationaux en matière d'EE pour les bâtiments. Ainsi, l'assistance technique devrait être orientée, accompagnée d'une réforme des politiques financières nationales et d'une consolidation des rôles municipaux pour créer progressivement un système autonome avec une multiplication en cascade des actions pilotes

## *Les besoins de l'A.T : Mettre en place un mécanisme de soutien, dirigé par les autorités nationales pour accompagner les autorités locales*

- Mettre en place un mécanisme institutionnel national de soutien au climat pour renforcer les compétences des AL en planification, budgétisation et la mise en œuvre financière en matière de projets d'EE pour les bâtiments
- Encourager la création d'équipes de développement local de ce secteur au sein de l'AL ; renforcer les capacités de financement de projets rapides et reproductibles – projets petits mais efficaces
- Préparer des PAAEDCs simplifiés, développés par les AL elles-même et à plusieurs niveaux (région, ville, associations)
- Soutenir les opérations d'assistance technique et de collaboration régionale à travers la CoM-Med et la G-COM

## *Les besoins de "T.A" : Soutenir la réforme du financement de l'EE pour le bâtiment*

- Soutenir la réforme des réglementations et des systèmes bancaires afin de faciliter l'accès et la gestion des financements (subventions et prêts) aux AL en y intégrant la réforme de la participation du secteur privé
- Les actions à court terme peuvent inclure :
  - L'activation des règlements de financement existants
  - La canalisation de financement en faveur de l'EE pour le bâtiment vers les AL par le biais d'institutions intermédiaires.

- La création d'une ou de plusieurs task forces pour fournir un soutien juridique et technique aux autorités locales afin de les aider à négocier avec le secteur privé (connaissance des contraintes juridiques et financières, des contrats, des garanties, etc.).
- Le développement de modèles commerciaux créatifs et reproductibles pour financer les actions locales dans ce secteur, par exemple le regroupement de projets, le soutien aux initiatives des associations, l'accord sur les projets nationaux-locaux, le modèle de partenariat public-privé municipal adapté

# *Appliquer la communication et la sensibilisation en tant qu'actions climatiques rentables comme partie intégrante des activités à tous les niveaux*

- Sensibiliser les AN grâce au travail de collaboration interactif des groupes nationaux de coordination (GNC), y compris le groupe de financement.*
- Inclure un chapitre complet de sensibilisation pour mobiliser les acteurs étatiques, non étatiques et financiers.*
- Inclure la sensibilisation dans la stratégie de financement du climat y inclus l'EE pour le bâtiment, notamment pour mobiliser les AN, les bailleurs de fonds et le secteur privé*
- Soutenir des activités supplémentaires de sensibilisation au climat au niveau municipal, en soutenant les équipes des municipalités.*

## *Domaines d'action prioritaires à financer, tels que prescrits dans 24 PAEDCs / PAAEDCs*

1. Planification : Planification de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et des transports ; Plan directeur d'EE pour le bâtiment, de l'éclairage; des zones industrielles d'énergie verte
2. Améliorer l'efficacité de l'éclairage public
3. Pilotage de l'efficacité énergétique des bâtiments (écoles, mosquées, bâtiments municipaux, logements, industrie)
4. Communication, coordination, sensibilisation du public sur le secteur
5. Suivi de : Déchets solides (transformation des déchets en énergie), se procurer des véhicules propres, ports maritimes et bateaux écologiques et projets d'énergie renouvelable



113 projets prioritaires proposés dans 22 PAAEDCs/PAEDCs	No de projects	%
Planification : Urbanisme, aménagement du territoire, transports ; Plans directeurs d'éclairage ; Zones industrielles vertes	22	19,47
Améliorer l'efficacité de l'éclairage public	20	17,70
Pilotage de l'efficacité énergétique des bâtiments (écoles, mosquées, municipalités, logements, industrie)	19	16,80
Communication / coordination / sensibilisation du public / approche genre	16	14,16
Gestion des déchets solides / Transformation des déchets en énergie	8	7,08
Production d'énergie propre	6	5,30
Véhicules verts / Bateaux verts	6	5,30
Distribution et gestion de l'eau	4	3,54
Renforcement des capacités / services intelligents	3	2,65
Zone industrielle extérieure d'énergie durable	3	2,65
Tourisme vert	3	2,65
Grands projets de développement externe rattachés aux municipalités	1	0,90
Fonds renouvelables pour le développement du photovoltaïque solaire	1	0,90
Amélioration du réseau électrique	1	0,90
<b>Total</b>	<b>113</b>	<b>100</b>

# Cas de la ville de Oujda au Maroc

Projet de coopération décentralisée pour  
une énergie durable

Clima-Med  
Acting for Climate in  
South Mediterranean



Merci  
Amel Makhlouf  
[amakhlouf@climamed.eu](mailto:amakhlouf@climamed.eu)  
[www.climamed.eu](http://www.climamed.eu)  
Climamed linkedin  
Climamed Facebook  
Climamed Youtube